

Combat féministe laïque en Algérie et en Tunisie

Deux militantes féministes, l'Algérienne Soad Baba-Aïssa et la Tunisienne Nadia Chaabane, toutes deux au cœur du combat pour la démocratie dans leurs pays, nous parlent chacune du combat qu'elles mènent de longue date pour le droit des femmes.

Aucune révolution citoyenne, aucune démocratie ne peut se faire sans la liberté des femmes qui sont les premières victimes des régimes autoritaires. Le combat n'est pas d'aujourd'hui, il prend cependant un tournant particulier dans nos pays arabes qui vivent un tournant important qui appelle toutes les femmes à exiger que soit inscrit dans les constitutions un rempart indispensable : la séparation du religieux et du politique.

SOAD BABA AÏSSA :

«Nous voulons que nos revendications soient clairement inscrites»

Soad Baba-Aïssa est membre de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie Coordination France et membre du PLD et de l'IFE, u n réseau de solidarité internationale de féministes des 27 pays de l'Europe et du pourtour méditerranéen pour faire entendre la voix des femmes afin qu'elles aient une vraie visibilité politique, sociale et pour la laïcité. Elle participait samedi à Paris, au nom de la Coordination France de la CNCd, à la marche des femmes pour l'égalité, la liberté et la dignité. Nous l'avions rencontrée la veille. Elle nous explique son combat de femme qui «ne saurait ja mais être un combat distinct de ceux que mène toute la société algérienne pour la démocratie, la liberté et la dignité.

Propos recueillis par Khadidja Baba-Ahmed

Le Soir d'Algérie : Dans les mots d'ordre de la CNCd ne figure aucune revendication féministe explicite. Comment expliquez-vous cela ?

Soad Baba-Aïssa : Il faut d'abord que je vous souligne que nous sommes totalement solidaires de la Coordination France de la CNCd et de toutes les actions de la Coordination en Algérie. Pour ce qui concerne notre lutte féministe, nous avons saisi l'occasion de la Journée internationale de lutte pour le droit des femmes pour faire une proposition à la CNCd en vue d'inscrire l'abrogation du code de la famille et l'officialisation de la langue amazighe et la pluralité culturelle dans la liste des revendications.

Mais elles ne figurent pas dans leurs exigences. Elles ne figurent effectivement pas, même si elles sont sous-entendues dans les intitulés des autres revendications. Mais en ce qui nous concerne, nous voulons que ce soit clairement exprimé, et ce, pour la raison suivante : rappelez-vous, au lendemain de la guerre de notre indépendance que s'est-il passé ? Les

anciennes moudjahidate, lorsqu'elles ont voulu s'impliquer dans la vie politique, on leur a dit «retournez à vos fourneaux, à vos rôles d'épouses, de mères, c'est là qu'est votre place. On va construire le socialisme, il y a des priorités». Au nom de ces priorités, on nous a sorti un statut personnel dont on connaît la teneur, un code inique. Nous n'allons donc pas se faire avoir encore une fois dans cette phase de lutte pour le changement démocratique. En 1988, par exemple, les Algériennes ont été à l'avant-garde pour faire sonner le glas de l'islamisme. Lorsque Bouteflika est arrivé au pouvoir, malgré toutes les promesses qu'il a faites sur une soi-disant abrogation – certains nous diront qu'il a parlé d'amendement des articles les plus discriminatoires – il a plutôt été à l'écoute de la frange des islamistes et fait alliance avec au lieu de prendre en compte ce à quoi aspiraient la société civile et la moitié de la population algérienne. Aujourd'hui, dans cette phase-là, nous voulons que nos revendications soient clairement inscrites.

Sur le pan de la lutte en Algérie, quelle est votre analyse du mouvement féministe algérien. Est-ce qu'il existe réellement ? Est-ce qu'il est structuré ?

NADIA CHAÂBANE, MILITANTE FÉMINISTE TUNISIENNE :

«Nous nous sommes battues pour la liberté et la dignité»

Elle est membre du Collectif national pour les droits des femmes depuis sa création. Elle a, lorsqu'elle faisait ses études à Paris, rejoint l'Union générale des étudiants tunisiens, et milite aujourd'hui dans des associations de l'immigration ainsi que les associations de l'opposition tunisienne de gauche en France.

Le Soir d'Algérie : L'idée générale admise est que la femme tunisienne est la femme la plus libérée du Maghreb. Cela est-il vrai dans les faits et si c'est le cas, comment pouvait-elle exercer cette liberté dans un Etat aussi répressif que celui que dirigeait Ben Ali ? Nadia Chaâbane : Il faut d'abord préciser que la femme tunisienne a subi sous le régime de Ben Ali la même répression subie par l'homme tunisien. Les femmes tunisiennes jouissent effectivement d'un statut indéniablement plus avancé que le reste du Maghreb et plus globalement du monde arabe. C'est la promulgation du statut personnel qui date de 1956 qui a donné effectivement une tonalité un peu plus courageuse par rapport à l'époque. Il se trouve que depuis, ont émergé des revendications de femmes qui n'ont été entendues ni par le régime de Bourguiba, ni par celui de Ben Ali. Les femmes demandent la consécration de l'égalité et la séparation du religieux d'avec le politique parce que les entraves à l'égalité pour les femmes tunisiennes résident dans une assignation à l'identité religieuse puisque les interdits tournent autour des questions d'appartenance. Il se trouve que vous ne pouvez pas épouser un non-musulman si vous êtes tunisienne musulmane ; qu'une femme non musulmane mariée à un Tunisien musulman n'hérite pas de lui : l'on se retrouve finalement avec trois catégories de citoyens : l'homme musulman qui jouit de droits universels ; les Tunisiennes qui ont un peu moins de droits et celles qui ne sont pas musulmanes et qui en ont encore moins que les deux premiers. Pour mettre fin à cette discrimination flagrante et à ces inéga-

lités, il n'y a qu'une solution : séparer les deux sphères du religieux et du politique de manière à pouvoir consacrer l'égalité et aller vers quelque chose d'égalitaire en termes de droits. Ces revendications ne datent pas d'aujourd'hui. Il y a deux associations qui, depuis les années 1980, reviennent sur cet aspect : l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) et l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD) et elles avaient du mal à se faire entendre notamment sur les questions d'égalité en matière d'héritage, la part d'héritage pour la femme étant la moitié de ce que perçoit l'homme. Ces associations avaient du mal à se faire entendre dans le sens où elles étaient réprimées de la même manière que le reste de la société civile, que la Ligue des droits de l'Homme. Ces deux associations faisaient partie du bastion de résistance au pouvoir en Tunisie alors que ce pouvoir accaparaît y compris le discours féministe. C'était pratiquement la seule vitrine que la Tunisie avait à offrir, et Ben Ali brandissait systématiquement le statut des femmes tunisiennes comme étant un des acquis de la modernité de la Tunisie et confisquait ainsi l'expression des féministes. Il y a eu donc une instrumentalisation par le pouvoir des revendications féministes. L'enjeu d'aujourd'hui, alors que nous sommes en train de bâtir la démocratie, de construire un nouvel Etat bâti sur de nouvelles valeurs est de remettre en débat les revendications féministes, de les poser comme préalable car ce pourquoi nous nous sommes battues c'est, faut-il le rappeler, la dignité et la liberté. Qui dit liberté et dignité entend égalité des citoyens devant la loi. Nous sommes aujourd'hui face à un grand défi où cette préoccupation doit être

A-t-il une résonance au sein de la société algérienne ?

Oui, le mouvement existe. Il a du mal à se structurer et bute sur les mêmes difficultés que toutes les instances démocratiques qui essayent d'émerger en Algérie. L'on est face à des associations qui manquent de moyens logistiques, de subventions et lorsqu'elles en ont, elles ont des difficultés à faire émerger leurs revendications. Il faut souligner le travail fait par le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (Ciddef) avec Nadia Aït Zaï, Cherifa Kheddar avec l'Association des victimes du terrorisme, Cherifa Bouatta et nombre d'autres qui font beaucoup à différents endroits et différents plans... Même si, parfois, elles ont des difficultés et du mal à toujours se retrouver, elles ne lâchent pas prise. A l'époque, nous avions eu le RAFD qui a fait un très gros travail. Malheureusement, le mouvement féministe a subi, après 1988, des coups comme tous les mouvements démocratiques qui voulaient faire émerger les attentes citoyennes. Le mouvement existe cependant aujourd'hui et tente, malgré le manque de moyens, de se rendre plus visible qu'il n'est.

Le système répressif est-il pour quelque chose dans ce manque de visibilité ?

Bien sûr que oui. J'ai été étonnée à l'occasion du 8 mars l'année dernière à Alger, de voir qu'il n'y avait pas de marche. Mieux encore, l'on est en train de faire comme certains pays occidentaux qui ne parlent pas de «journée internationale de lutte pour les droits des femmes» mais de «fête des femmes» avec des



Photos : DR

concerts, des distributions de prix, de sodas... Même lorsque l'on organise des colloques sur les problématiques de liberté de la femme, l'on se retrouve malheureusement entre nous, entre personnes averties.

Justement, est-ce que cela ne procède pas d'un ciblage sur la seule femme alors que, par exemple, le code de la famille intéresse toute la société et partant devant impliquer dans la lutte le spectre le plus large pour son abrogation, femmes et hommes ?

aujourd'hui face à un afflux de plus de 100 000 réfugiés qui viennent de Libye et qu'il faut organiser tout cela. Le Premier ministre est juste là pour régler des problèmes techniques. Quant à nous, il va falloir peser sur le débat.

Quel débat ?

Nous posons comme préalable à ce débat, que l'on ne confisque pas notre révolution parce que cette révolution nous y avons participé, nous les femmes, au même degré, au même niveau que tous les citoyens et que nous sommes engagées dans toutes les formes de résistance qui existaient et existent encore dans la société. Il n'y a aucune raison que nous soyons les dindons de la farce.

Et votre combat, ici en France, puisque vous y vivez ?

Nous ne sommes pas loin de 600 000 Tunisiens en France, nous avons aussi une parole à faire entendre et des revendications spécifiques à porter. Nous constituons 10% de la population tunisienne à l'étranger et l'on ne peut rester en dehors du débat. Il faut que des mécanismes soient trouvés pour que cette population participe au débat sur la future Constitution et que l'on travaille sur notre représentation au sein du futur Parlement tunisien. Depuis des décennies, nos revendiquons d'être représentées au Parlement et donc de participer aux législatives.

Cela n'a jamais été le cas ?

Jamais. On nous a fait un pseudo conseil, des gens qui parlaient en notre nom mais que nous n'avions pas élus et qui ne nous représentaient pas. Il faut souligner que le 3^e PIB de la Tunisie provient quant même de l'argent des émigrés.

Certaines régions de Tunisie ne survivent que grâce à l'argent de l'émigration et celle-ci contribue à ce que cette population ne sombre pas dans la misère la plus totale. Notre reven-

dication porte aussi sur les conventions internationales signées et qui nous concernent. Il est hors de question que la France et la Tunisie continuent à statuer sur nos sorts sans qu'à un moment ou à un autre nous soyons associés à ces consultations. Et cela est valable pour tous les pays où résident des immigrés tunisiens : Italie, Libye ou ailleurs.

La France étant le pays où la communauté immigrée tunisienne est la plus importante, la plus ancienne et la mieux organisée, nous les femmes, nous vivons une situation des plus catastrophiques en terme de statut

Par exemple ?

Il y a des centaines de femmes tunisiennes mariées à des non-musulmans qui se retrouvent avec des mariages non reconnus en Tunisie. Que fait-on avec ces femmes ? Aux yeux de la Tunisie, les enfants de ces couples sont des enfants naturels, non reconnus et en terme d'héritage, ils ne peuvent hériter de leur père et n'ont pas les mêmes droits qu'un enfant «légitime». Lorsque l'on vit en France et que l'on a tous ses biens en France, cela est réglé par la loi française, mais lorsque l'on est à cheval entre les deux pays, ce qui est le cas d'une grande majorité de l'émigration, l'on se trouve sous le coup de deux législations avec des droits différents et des citoyens de seconde zone dès que l'on tombe sous la législation tunisienne. Nous continuerons donc à porter notre voix en tant que femmes tunisiennes vivant à l'étranger, ces problèmes nous concernent autant que nos copines qui sont sur place. Notre engagement se doit d'être à la hauteur de l'enjeu historique.

Avec le retour en Tunisie des islamistes d'Ennahda, ne craignez-vous pas que votre combat ne soit confisqué au bénéfice d'une réconciliation, comme on l'a vu ailleurs sous d'autres cieux ?

K. B.-A.

L'abrogation du code de la famille concerne naturellement tous les citoyens, Algériens et Algériennes. Aujourd'hui, lorsque l'on exige un changement démocratique et que l'on exige des lois civiles égalitaires, l'on sait très bien qu'il faut passer par la séparation du religieux et du politique. Ce n'est pas en pactisant avec les islamistes-conservateurs que l'on arrivera à l'abrogation du code.

A ce propos, vous menez un combat pour la laïcité au sein du PLD qui l'a même inscrite dans son appellation, dans son sigle d'identité. Quelle est, selon vous, la perception de cette laïcité au sein de la société algérienne, sachant que jusqu'à très récemment le terme même de «laïcité» était tabou ?

Cette idée avance. Elle est en train d'avancer notamment chez les jeunes. Jusqu'ici, l'on a toujours diabolisé la laïcité et empêché de lui donner un contenu concret. Aujourd'hui, avec internet et les réseaux sociaux, les jeunes se connectent sur le monde entier, entendent les débats sur la laïcité et se rendent compte que la laïcité est essentielle.

Lorsqu'ils voient que certains autres jeunes sont emprisonnés dans le pays parce qu'ils ne font pas Ramadan, ils s'aperçoivent qu'il ne s'agit pas simplement de la liberté de culte mais bien de la liberté de conscience.

Ils se rendent compte aussi que le discours qui leur a été tenu sur le fait que la laïcité était l'athéisme, le communisme, était un mensonge et qu'il s'agit bien de la liberté de conscience de chacun. Au PLD, nous expliquons que l'on peut être musulman et laïc, catholique

et laïc, athée et laïc, agnostique et laïc et que la laïcité est le fait de séparer le religieux du politique et que c'est la liberté de conscience pour chacun, quelles que soient ses croyances, ses non-croyances et ses convictions.

Au PLD, nous avons créé une association nationale pour la laïcité en Algérie. L'on est en train de se rendre compte que les jeunes sont très demandeurs et prennent conscience que sans laïcité, il ne peut pas y avoir d'égalité effective des droits et surtout de citoyenneté à part entière.

Aujourd'hui en France, où vous vivez, le débat engagé par la droite sur la laïcité ne vous met-il pas mal à l'aise parce que vous luttez pour cette laïcité mais que manifestement ce débat cache en même temps l'exclusion de tout ce qui est autre, musulman, arabe, maghrébin, émigré... ?

C'est vrai qu'aujourd'hui, nous les féministes laïques, quelle que soit notre naissance culturelle, nous avons toutes les mêmes problèmes. Nous sommes confrontées à deux fronts et nous nous trouvons au milieu.

On a le fait des extrémistes religieux mais aussi l'extrémisme de droite qui est en train de se saisir de la laïcité à des fins xénophobes. L'on nous dit aujourd'hui que l'héritage culturel de la France est un héritage chrétien.

Je veux bien sauf qu'il faut peut-être rappeler que la loi sur la laïcité date de 1905 alors que la France était un pays colonisateur – Algérie, Maroc, Tunisie –, mais que dans ces pays elle n'a jamais appliqué cette loi

TIPASA

Joies et tristesses des femmes berbères du mont Chenoua, des djebels de Menaceur et de Gouraya

Ces femmes ont subi les affres du colonialisme violent, brutal et méprisant. Elles ont souffert le martyre de l'exode forcé, que leur a imposé la décennie noire avec son lot de violences aveugles et sauvages.

Ces femmes ont vu leur mari et leurs enfants se faire égorgés, décapiter, racketter et torturer au nom d'un nouvel ordre et d'une nouvelle pensée. Ce sont elles qui se sont retrouvées face à une surprenante réalité algérienne, brutalement et soudainement démunies, appauvries, contraintes à la mendicité ou à la servitude. Ce sont les femmes rurales des djebels Bou Maad, des monts Béni Mileuk, Zatima, de Ghardous, de Menaceur et du mont Chenoua.

De l'autre versant de l'immense territoire de la wilaya de Tipasa, précisément du côté du mont Chenoua, région qui a donné naissance à des femmes célèbres, telles Assia Djebbar, surnommée la Françoise Sagan algérienne, du fait de ses célèbres œuvres (*La soif*, 1956 ; *Les impatientes*, 1958 ; *Les enfants du nouveau monde*, *Les alouettes naïves*, *L'amour*, *La fantasia*, *La nouba des femmes du mont Chenoua*). Mais aussi des célébrités à l'instar d'une excellente gastronomes, primée dans le sud de l'Italie par une distinction de taille : le deuxième prix mondial du

meilleur plat culinaire, lors de la biennale de Turin et du Festival mondial du couscous (1999). Cette gastronomes, Rabéa Nédjar, est aussi originaire du Chenoua. Nous la retrouvons en 2011 à Ghardaïa en compagnie de la délégation chenouaie qui y était présente en force pour présenter les traditions, la culture et le savoir du Chenoua. Cette gastronomes renouvelle les gestes du passé en cuisinant les plats du Chenoua authentique.

En cette circonstance, elle nous a déclaré que «la cuisine chenouaie est caractérisée par l'utilisation des plantes locales et des produits marins (poissons, algues, fruits de mer). Cette culture culinaire se transmet de génération en génération, depuis la nuit des temps».

Elle a ajouté que «les femmes chenouaies ont appris depuis les âges à inventorier les plantes comestibles aromatiques, médicinales et à marier certaines d'entre elles à l'origine de plats succulents, d'une parfaite valeur nutritive, et que, actuellement, «une femme chenouaie sur dix continue à observer ces traditions gastronomiques. On doit sauver cet héritage afin de le transmettre intact aux générations futures».

A l'instar de ces merveilleuses femmes algériennes, nous évoquons l'inlassable œuvre fournie par une autre dame originaire de la région de Tipasa, présidente d'une

association de statut français, appelée «Cœur d'Algérie». Cette association caritative est présidée par une jeune Française d'origine algérienne, Anissa Dahmani. Cette dernière ne se lasse pas d'effectuer d'incessants allers-retours entre la France et l'Algérie, au profit de pouponnières (de Hadjout, de Palm-Beach, de la crèche et la pouponnière de Boukhalfa), du collège de Cherchell.

Cette association distribue gratuitement du matériel pour pouponnière acheté en France et du matériel donné par des commerçants parisiens (biberons, mixeurs, serviettes, draps, housses, tétines, shampoing, jouets d'éveil, etc.)

Plusieurs commodités de rangement pour enfants ont été achetées et distribuées gratuitement au profit de pouponnières algériennes. C'est ainsi qu'au niveau de la pouponnière de Palm-Beach, il a été procédé à la distribution de petit matériel, vêtements, aérosol, tapis d'éveil, jouets, matériel d'animation et livres.

Quant à la crèche et la pouponnière de Boukhalfa, elles ont été dotées gratuitement de matériel médical, de déambulateurs, stérilisateur, aérosols, thermomètres, biberons, jouets d'éveil, jouets traditionnels, ainsi que des livres et des cartables au profit des enfants scolarisés et des enfants de la crèche.

Larbi Houari